

Migrations



La politique migratoire menée par le gouvernement Michel est totalement indigne d'un Etat de droit. Elle inflige aux femmes, aux hommes et aux enfants migrants une régression sans précédent. Exploités, traités comme des objets, les migrants se voient privés de leurs droits les plus fondamentaux (qui doivent pourtant protéger *chaque* être humain, comme le droit à l'intégrité physique et celui d'être protégé contre les traitements inhumains et dégradants).

Depuis la guerre en Syrie et en particulier depuis 2015, l'Europe est embourbée dans une crise des politiques d'accueil des réfugiés¹. Le discours du gouvernement fédéral au sujet des demandeurs d'asile et des migrants est délibérément diviseur et inquiétant, créant la confusion au sujet de situations pourtant bien différentes (les personnes qui cherchent à rejoindre l'Angleterre ; les demandeurs d'asile en attente d'une réponse ; les demandeurs d'asile déboutés ; les étudiants étrangers demeurant en Belgique ; les travailleurs dont les permis de séjour et de travail ont expiré et qui sont sans-papiers, récemment ou depuis longtemps ; voire même les travailleurs européens détachés...).

La politique migratoire du gouvernement fédéral est loin d'avoir une incidence sur les seuls travailleurs migrants et leurs familles, notamment parce que la pression sur les conditions de travail n'est bien évidemment pas exercée uniquement sur les travailleurs migrants. Le dumping social est un problème vaste : cette pression est aussi exercée sur les travailleurs administrativement en règle, notamment lorsque des statuts différents sont mis en compétition. Cependant, la décision de maintenir dans la clandestinité des milliers de personnes, vivant majoritairement à Bruxelles², accentue la dégradation des conditions de travail des autres travailleurs et travailleuses. Cette politique entretient une économie occulte, qui exploite des travailleuses et des travailleurs sans statut reconnu, qui n'ont dès lors d'autre choix que d'accepter des travaux pénibles, parfois dangereux et sous-payés.

La politique mise en œuvre aux niveaux belge et européen est inacceptable à plusieurs égards :

1. Les discours xénophobes comme ceux du secrétaire d'Etat à l'Asile et aux Migrations alimentent les amalgames et la peur de l'inconnu, de l'étranger. Ils s'attaquent à la dignité des travailleurs immigrés et aux principes internationaux relatifs aux droits d'asile et de protection, qui doivent être reconnus de manière effective à toute personne en danger. De toute évidence, cela fait partie des stratégies de la NV-A, afin de garder l'électorat gagné sur le Vlaams Belang. Dans le même temps, ces discours identitaires détournent l'attention de questions de société *cruciales* : celles de la redistribution équitable des richesses ou de l'accaparement, par une minorité, des espèces sonnantes et trébuchantes...
2. Tout en refusant de régulariser la situation des travailleurs sans-papiers, cette politique de droite prône une migration économique « choisie ». Cette optique utilitariste et de compétitivité vise à attirer des travailleurs étrangers qualifiés afin de rencontrer les besoins des entreprises dans des emplois dits « en pénurie ». Or, si les employeurs ne trouvent pas de candidats bruxellois pour ces offres d'emploi, ce n'est pas toujours en raison d'un manque de main-d'œuvre qualifiée disponible. Mais, trop souvent, parce qu'il s'agit d'emplois mal rémunérés, pénibles ... ou que les employeurs ne respectent pas leurs obligations en matière de formation et de non-discrimination.

¹ Alors que les 6 pays les plus industrialisés ne se confrontent qu'à 10% du total des réfugiés dans le monde, saluons ici les initiatives des personnes et des associations solidaires, de la plateforme citoyenne d'hébergement, comme celles des pouvoirs communaux et régional, qui ont pris en charge, chacun pour ce qui le concerne, l'accueil des migrants, suppléant ainsi aux carences du pouvoir fédéral...

² « Il est probable que la population de personnes (...) sans papiers soit surreprésentée en région Bruxelloise, en tant que grand centre urbain et porte d'entrée de l'immigration internationale » ; Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale (2017). Baromètre social 2017. Bruxelles : Commission communautaire commune, p. 7, URL : <http://www.ccc-ggc.brussels/fr/observatbru/publications/2017-barometre-social>, page consultée le 14 mai 2018.

3. Les politiques actuelles de fermeture des frontières, notamment prônées par la droite européenne, sont totalement inefficaces. Elles n'arrêtent pas l'immigration. Elles ont juste pour effet de plonger les migrants dans la clandestinité et conduisent à des rafles indignes. Construire des murs coûte cher et a des effets désastreux, sur le plan humain mais aussi en termes économiques et sociaux. L'Union européenne vieillissante a, au contraire, besoin d'immigration ! Selon la Commission européenne, il faudra 15 millions de travailleurs migrants d'ici à 2050 afin de compenser la baisse de la démographie et de préserver le modèle économique et social européen !

Il faut donc inverser la logique martelée par la droite.

=> Les migrations sont une richesse et non un danger. L'OCDE a calculé qu'un travailleur migrant rapporte, en moyenne, 3.500 € de rentrées fiscales annuelles. Les surcoûts sociaux générés, auprès de la collectivité, par l'accueil des migrants seront donc *largement* compensés par leurs cotisations sociales et leurs contributions à l'impôt.

=> Le dumping social n'est pas la conséquence de la migration (et encore moins la « faute » des travailleurs migrants) : c'est le résultat de la déréglementation du marché de l'emploi et du désinvestissement dans l'inspection du travail. Ce n'est pas la présence des migrants qui met en péril notre modèle social. C'est bel et bien le gouvernement de droite qui le démantèle. Et c'est bel et bien l'exploitation des travailleurs (et notamment des travailleurs sans-papiers) par des employeurs sans scrupules, qui génère le dumping social...

C'est pourquoi, la FGTB Bruxelles dénonce la politique du gouvernement fédéral qui ne reconnaît pas à tous et à toutes le droit de vivre décemment ni celui d'être protégé contre des traitements inhumains et dégradants. En toutes circonstances, le droit d'asile doit être défendu comme un droit fondamental universel.

Nous condamnons l'idéologie raciste, qui hiérarchise la valeur des femmes et des hommes en fonction de leur provenance. Nous refusons que cette idéologie prenne racine et se banalise !

La FGTB Bruxelles continuera de promouvoir les droits de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs et la lutte contre le racisme, y compris via des campagnes de sensibilisation de l'opinion publique.

La politique fédérale actuelle non seulement pactise avec l'indignité mais, de surcroît, elle coûte très cher. Ces moyens doivent être investis dans la protection des droits de toutes et de tous : une inspection sociale performante, un accueil digne et bienveillant, une véritable politique d'égalité. De telles alternatives tireraient toute notre économie vers le haut, dans le respect des droits de chaque personne.